

# Les Étudiants africains face à la répression policière

*Les grandes villes universitaires françaises ont été cette semaine le théâtre de manifestations des étudiants africains pour protester contre le meurtre de Patrice Lumumba. Tandis qu'à Paris la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France avait invité ses adhérents et ses amis français à se rassembler devant l'Ambassade de Belgique, Rue de Tilsitt, à Lyon, à Rennes, à Toulouse, à Marseille, à Lille, c'étaient les consulats belges qui constituaient l'objectif des cortèges de protestataires. Toutes ces manifestations ont donné lieu à de brutales réactions d'un service d'ordre massif.*

**A** Paris, près de 1.000 étudiants africains, auxquels s'étaient joints 300 Français environ, parmi lesquels de nombreux étudiants et lycéens du P.S.U., se retrouvèrent le 15 février, à 16 heures, au carrefour avenue de Wagram - rue de Tilsitt. Les organisateurs avaient prévu une manifestation silencieuse et calme; en silence les premiers manifestants s'assirent sur le trottoir : avant qu'aucun cri ne soit poussé, avant qu'aucun geste ne soit esquissé, la police chargea et procéda aux premières arrestations. Elle donna ainsi le signal à de violentes bagarres qui se prolongèrent pendant près de deux heures. Tandis qu'un groupe de manifestants descendait les Champs-Élysées en scandant « Tschombé assassin », « les Belges assassins », « Lumumba martyr », « Hammar-skjoeld démission » jusque sous les fenêtres du *Figaro*, et parvenait à garder sa cohésion malgré plusieurs tentatives de la police pour le disperser, un autre groupe plus important tenait le pavé avenue de Wagram : c'est là qu'eurent lieu les bagarres les plus sévères. Les policiers — gardiens de la paix et gendarmes mobiles — ont donné libre cours à une fureur raciste que nous croyions impossible en France.

Ainsi deux étudiants africains blessés étaient allés se faire panser dans une pharmacie ; comme Police Secours refusait de les amener à l'hôpital, il fallut appeler une ambulance, que

**Le Bureau National du P.S.U. exprime son émotion et son indignation devant le lâche assassinat de Patrice Lumumba et de ses compagnons. Il demande que les coupables, quels qu'ils soient, soient recherchés et punis.**

**Il est clair que les intérêts capitalistes cherchent à se maintenir par tous les moyens. Le P.S.U. demande que l'O.N.U. s'oppose à toute résurgence politique ou économique du colonialisme et, s'attachant à la restauration de l'unité du Congo, ne permette pas que ce pays soit le champ clos des antagonismes mondiaux.**

**15 février 1961**

quelques camarades attendirent. Au moment où elle arriva, charge de la police qui matraqua de nouveau, blessés et spectateurs. Malgré ces brutalités, qui suscitèrent souvent les protestations des passants, la police ne parvint pas à intimider nos camarades africains qui continuèrent de scander leurs slogans jusque dans les cars où ils étaient enfermés par dizaines.

Bilan de la manifestation : 50 blessés du côté des manifestants, parmi lesquels M<sup>e</sup> Vergès, sur lequel les policiers se sont particulièrement acharnés, 14 du côté des policiers, 216 arrestations, parmi lesquelles celles de plusieurs de nos camarades des E.S.U. et d'un certain nombre d'Africains non étudiants, qui eurent le seul tort de se promener sur les Champs-Élysées vers 18 h. 30, — donc une heure après la fin de tout incident — au moment où le service d'ordre

s'y livrait à une véritable « chasse au Noir », arrêtant tout homme à la peau foncée, dans les meilleures traditions de Little Rock.

C'est à des scènes du même type qu'ont donné lieu les manifestations de Toulouse et de Lille. Dans cette dernière ville la « chasse au Noir » s'est poursuivie jusque dans les salles de cours de la Faculté. Nous ne sommes pas surpris, à vrai dire, de ces brutalités : comment ne pas se rappeler que c'est le délégué français, M Bérard, qui, au Conseil de Sécurité de l'O.N.U., a empêché l'adoption d'une résolution demandant la libération de Patrice Lumumba, en déclarant qu'il lui opposerait au besoin son veto ? Comment oublier que le gouvernement français a toléré les scandaleuses activités de l'aventurier Trinquier, jusqu'à ce qu'une campagne de presse l'oblige à fermer l'officine de recrutement ouverte par le colonel ? Comment oublier l'influence que les Services spéciaux français exercent sur Kasavubu par l'intermédiaire de l'abbé Fulbert Youlou ?

En vérité, la brutalité policière n'est que la transposition, aux degrés inférieurs de la hiérarchie gouvernementale, de l'appui constant donné par le régime aux intrigues du gouvernement belge et aux manœuvres des trusts coloniaux.

C'est à nous qu'incombe la responsabilité de défendre les étudiants noirs sur lesquels pèsent

de nouvelles menaces. Quatre arrêtés d'expulsion ont été pris contre quatre étudiants camerounais militants de l'Union des Populations du Cameroun.

L'un de ceux-ci s'est réfugié à la Délégation Mali, les trois autres ont obtenu asile à l'ambassade du Ghana à Paris; en effet, ils ne peuvent rentrer dans leur pays, où ils seraient jetés en prison.

Il semble que d'autres arrêtés d'expulsion, dont le prétexte serait la manifestation de l'Étoile, soient en préparation, pour satisfaire aux demandes formulées depuis longtemps par certains gouvernements africains (ceux du Cameroun et du Congo en particulier), soucieux de bâillonner l'opposition de leurs étudiants.

Nous devons empêcher l'adoption de ces arrêtés : il est inadmissible que la France livre ces étudiants à leurs adversaires politiques, c'est-à-dire à la prison et à la déportation. D'une façon générale un terme doit être mis aux vexations policières auxquelles sont en butte les étudiants africains, sous peine de voir ceux-ci désertir les universités françaises comme l'ont déjà fait leurs camarades algériens.

L'amitié future entre la France et les pays africains, dont ces étudiants formeront bientôt les cadres, dépend de notre vigilance à ce sujet.